

Notre Langue.

Un joli mot qui montre bien l'importance que prennent les canadiens-français aux Etats-Unis. Le gouverneur du New-Hampshire, disait à l'un des délégués de l'assemblée législative à la convention de Nashua :
—Je veux que mes enfants apprennent la langue française. Pour arriver à ce résultat que je considère comme important, je leur ai donné une institutrice de votre pays. Elle se nomme mademoiselle Pichotte et elle est du comté de Québec.—*La Patrie*, Montréal.

La Convention Canadienne.

Nashua (New-Hampshire), 26 juin.—La dix-septième convention des sociétés canadiennes-françaises des Etats-Unis et du Canada s'est réunie ici ce matin sous la présidence de M. L. P. Lussier. A l'ouverture de la séance, la convention a présenté une adresse au maire de Nashua, M. Tolles. Le maire a répondu en souhaitant la bienvenue aux délégués. On a procédé ensuite à l'appel des délégués, au nombre de 700, venues de tous les points des Etats-Unis et du Canada. Cet appel et la réception des délégués ont rempli toute la matinée.

Le major Edmond Maillet, de Washington, a donné lecture d'une lettre du président Cleveland.

Nashua (New-Hampshire), 27 juin.—La fête des sociétés canadiennes-françaises avait attiré au jourd'hui en ville une foule qu'on peut évaluer à dix mille personnes au moins. Par les trains du matin étaient arrivées des sociétés Saint-Jean-Baptiste venues de tous les points du territoire. Un grand nombre d'édifices étaient très-joliment pavés; le drapeau français flottait à côté de la bannière américaine. Dans plusieurs rues s'élevaient des arcs de triomphe garnis de fleurs, partout on voyait des drapeaux et dans toute la ville les affaires étaient suspendues. Parmi les personnages notables venus du Canada et de différents points des Etats-Unis, on remarquait le gouverneur du New-Hampshire, M. Sawyer, accompagné de son état-major, M. McKenney, membre du congrès, M. F. R. Leroux, de Minneapolis, M. E. Bouyelle, M. O. Miner, etc. Le cortège s'est mis en marche à onze heures et a parcouru les principales rues de la ville; il a été passé en revue par le gouverneur Sawyer, en présence d'une foule énorme.

Dans la matinée, les délégués à la convention et les sociétés canadiennes-françaises avaient assisté à la messe, à l'église Saint-Louis de Gonzague. A huit heures, la première batterie d'artillerie légère a tiré le salut national. Lorsque les représentants du parlement canadien sont passés devant le gouverneur, une nouvelle salve de 17 coups de canon a été tirée; enfin le canon a tonné le minute en minute pendant toute la durée du cortège.

Le défilé a eu lieu sous la direction du capitaine Labèque, de Manchester, marshall, assisté du

Dr Hill, de Woonsocket (Rhode Island). Plus de neuf mille personnes figuraient dans le cortège; le coup d'œil était magnifique et les manifestants ont recueilli sur leur route des applaudissements enthousiastes. Le cortège s'est rendu ensuite dans un parc où un grand discours a été prononcé par M. H. A. Dubuque. Après cela, il y a eu un concert et des jeux de toute sorte qui ont dignement clos la fête canadienne-française.

QUERELLE FUNESTE.

Deux chauds adversaires politiques se prirent de querelle à Saint-Boniface, dans le courant de la semaine dernière, en discutant les chances de succès de leur candidat respectif. Chose assez curieuse, le libéral se disputait au faveur du candidat conservateur, tandis que le conservateur défendait les droits du candidat libéral.

Dans la démeêlée, le conservateur enfonça le bout de son parapluie dans l'œil de son antagoniste et le fit sortir de son orbite.

L'inflammation a depuis commencée et dimanche dernier, on a dû lui enlever l'œil entièrement.

Cette opération délicate a été faite par le Dr Fafard de Saint-Boniface.

PENIBLE ACCIDENT.

Un bien grand malheur vient de frapper la famille de M. Beaubien de Saint-Jean-Baptiste. Son fils Aimé, âgé de 13 ans, désirant traverser la Rivière Rouge, dans une légère embarcation, s'éloigna du rivage, en s'aidant de ses mains, du bateau traversier qui venait d'arriver à terre. Le courant fit éloigner l'embarcation du bateau traversier et le malheureux jeune homme refusant de lâcher prise tomba entre le bateau traversier et l'embarcation pour ne plus reparaitre.

Nous offrons nos plus sincères condoléances à la famille déplorée.

Le gouvernement anglais, dit une dépêche de Londres, vient de recevoir des nouvelles de la côte orientale de l'Afrique sur la traite des nègres dans cette région.

Les officiers et l'équipage de l'avis Garnet, de la marine britannique, ont capturé récemment deux voiliers chargés d'esclaves.

Lorsque la chaloupe à vapeur du Garnet eut atteint le premier de ces voiliers, les hommes qui le montaient se jetèrent à l'eau, mais ils furent presque tous capturés.

On a trouvé au fond du bâtiment une quarantaine d'esclaves dont plusieurs avaient des blessures provenant d'armes à feu; tous souffraient de la soif et suppliaient qu'on leur donnât à boire.

Le second bâtiment négrier chavira pendant la chasse que lui faisait la chaloupe du Garnet, et presque tous les esclaves, au nombre de plus de cent, ainsi que l'équipage composé d'une vingtaine d'Arabes se noyèrent.



LES CANDIDATS REPUBLICAINS.

Harrison et Morton.

Le général Benjamin Harrison, qui vient d'être choisi comme candidat du parti républicain à la présidence par la convention de Chicago, est né dans l'Ohio en l'année 1823. Il est petit-fils du général William H. Harrison, le neuvième président des Etats-Unis. Après avoir fait ses premières études à l'école publique jusqu'à l'âge de quinze ans, il entra à l'Université d'Oxford, qu'il quitta trois ans plus tard pour étudier le droit dans le cabinet d'un avocat de Cincinnati. Il fut reçu au barreau et se maria avant d'avoir accompli sa vingt-et-unième année. Il alla s'établir à Indianapolis, où il ne tarda pas à se distinguer, et où il a toujours résidé depuis.

Quand la guerre éclata, il organisa une compagnie dont il devint capitaine; il fut nommé colonel du 17^e régiment de l'Indiana, à la tête duquel il partit pour la guerre. La première affaire sérieuse à laquelle il prit part fut la bataille de Resaca, où il se distingua, et qui lui valut le grade de brigadier général. Il servit en cette qualité jusqu'à la fin de la guerre.

A cette époque, il n'était âgé que de trente ans, et avait l'air d'un adolescent. Il était de petite taille, d'extérieur bizarre, rendu plus singulier encore par l'habitude qu'il avait de monter un cheval énorme. On souriait souvent en le voyant, mais on le respectait pour sa bravoure, son caractère énergique et la sympathie qu'il savait inspirer.

Les mêmes traits sous lesquels on le dépeignait alors pourraient également, sauf la différence des situations, lui être appliqués aujourd'hui. Il a toujours montré dans la vie civile le même fermeté la même droiture, et on pourrait

dire les mêmes bizarreries qu'il avaient distingué pendant la guerre. Comme presque tous les hommes qui avait occupé un rang élevé dans l'armée, il se livra à la politique en rentrant dans ses foyers. C'était le beau temps du parti républicain, il s'y jeta avec enthousiasme et devint influent dans les conseils du parti. Il remplit pendant quelque temps les fonctions de rapporteur de la cour suprême; mais ce fut qu'en 1880 qu'il prit rang parmi les hommes politiques. Appelé au sénat des Etats-Unis, par la législature de l'Indiana, il y acquit bientôt une influence considérable par ses discours et par un talent supérieur de polémiste dans les questions importantes. Comme membre du comité des affaires étrangères, il montra une grande assiduité au travail, et contribua énergiquement à la préparation de plusieurs rapports d'une nature délicate, particulièrement de celui relatif à l'immigration chinoise. En mars 1887, son mandat étant expiré, il se retira du sénat, et reprit sa profession d'avocat à Indianapolis, où habite sa famille. Il a un fils et une fille. Son fils est un politicien en vue dans le territoire de Montana.

—La convention républicaine de Chicago a choisi comme candidat à la vice-présidence M. Levi P. Morton, ancien ministre des Etats-Unis à Paris.

L'hon. M. Mercier vient de recevoir un télégramme officiel de Rome annonçant que le Saint-Père l'a nommé Grande-Croix de l'Ordre de St. Grégoire le Grand. C'est la plus haute distinction romaine accordée à un laïque dans ce pays.

Gladstone et la France

Le correspondant anglais de la Tribune de New York, qui est aussi rédacteur de la Pall Mall Gazette de Londres, rend compte dans une lettre publiée ces jours-ci, d'une entrevue qu'il a eue avec M. Gladstone, et qui a porté sur les divers aspects de la situation politique en Europe. Le vieil homme d'Etat anglais ne croit pas au danger d'une guerre entre la France ou la Russie et l'Angleterre. Il tourne en ridicule l'idée d'une invasion française, et dit que les arguments invoqués contre l'établissement d'un Tunnel sous la Manche le font rougir de regarder un Français en face.

Il est, poursuit le correspondant, aussi opposé à une ligne des puissances européennes pour empêcher la guerre par la force qu'à toute autre espèce de ligne. La plus forte hypothèse que je me sois permis de poser est celle d'une ligne qui serait formée entre toutes les puissances européennes, excepté la France, pour regarder toute attaque contre le *statu quo* établi par le traité de Francfort comme un *casus belli*. L'effet d'un tel concert serait sans doute de donner une garantie européenne à la cession de l'Alsace-Lorraine, mais s'il empêchait une guerre en suivant l'amour-propre de la France, il pourrait être justifié.

M. Gladstone a répondu instantanément: "Non, cela ne serait pas justifiable. Vous parlez de *statu quo*. C'est un grand mot, mais qu'est-ce qu'il veut dire? Il veut dire que vous et moi, ou quelqu'un des puissances garantes prendrait sur soi de décider de la destinée future des populations qui habitent l'Alsace et la Lorraine. Mais quel droit avons-nous, vous et moi, de prendre un tel mandat? Pourriez-vous dire que parce que l'Allemagne a arraché à la pointe de l'épée ces provinces à la France, ces populations devraient rester éternellement soumises à un gouvernement qu'elles peuvent détester? Ou bien, prenez la question à revers. Préférez-vous décider que parce que les populations de ces provinces sont devenues dans une grande mesure françaises dans leurs habitudes d'esprit, dans leur langage, etc., elles doivent forcément revenir à la France? Il ne nous appartient pas de décider cette question. Si nous nous croyions le droit de le faire, les Français et les Allemands pourraient tout aussi bien s'aviser de nous dire que nous devons ou que nous ne devons pas accorder le *Home Rule* à l'Irlande."

Il est fort regrettable que tous les hommes d'Etat de l'Europe n'aient pas le sens politique et le sentiment de la justice à un degré aussi éminent que M. Gladstone.

Topinard pêche à la ligne avec Cabassous, de Marseille.

—Moi, fait Topinard, je pêchais à Toulouse quatorze heures par jour.

—Bagasse! riposte Cabassous, je pêchais à Marseille toute la nuit!

—A la ligne. Quelle farce! C'est ment faisiez-vous?

—Je pêchais au ver luisant!